

## Afghanistan

# De Decker : « Osons placer 50 civils belges au Nord »

**J**e ne veux pas me substituer au gouvernement, prévient le président du Sénat Armand De Decker (MR), *mais je pense que la Belgique doit oser faire davantage en Afghanistan. Envoyons-y cinquante spécialistes belges du développement.* »

A six jours de l'ouverture du sommet de Londres consacré à l'Afghanistan (et après avoir longuement rencontré ce vendredi matin l'ambassadeur américain à Bruxelles), l'ancien ministre de la Coopération lance son idée : que la Belgique investisse, au nord de l'Afghanistan, dans un PRT (Equipe provinciale de reconstruction), ou qu'elle assume son propre PRT. Ce qui reviendrait à prendre en charge le développement global de l'une des 28 provinces d'Afghanistan, un projet qui absorberait sans doute la totalité de l'aide au développement belge consacrée à l'Afghanistan, mais lui conférerait visibilité et cohérence. Ce projet nécessite d'assurer la sécurité du personnel impliqué dans l'effort de développement (axé autour de « *l'eau et la distribution d'eau, imagine Armand De Decker, et surtout l'agriculture* »). L'idée a donc un impact militaire, que l'ancien ministre de la Coopération ne nie pas : « *Peut-être est-il temps de céder à un autre pays la sécurité de l'aéroport de Kaboul ?* »

Puisqu'il avait en son temps soutenu en province de Balkh (Nord) un programme ambitieux de développement alternatif au pavot à opium, le triple président du Sénat imagine que la Belgique puisse reprendre en main le PRT – aujourd'hui suédois – de Mazar-e Sharif, quatrième ville du pays. Un gros morceau. Mais pourquoi s'engager ainsi en Afghanistan ? « *Pour lutter contre l'obscurantisme taliban, dit De Decker, défendre des valeurs face à l'islamisme radical et défendre l'islam lui-même. Nous devons avoir le courage de prendre certains risques, et montrer à l'Europe la voie du développement afghan. Le développement est la clé, même s'il est dangereux.* »

Dont acte. ■

A. L.